

# Élections régionales en France : victoire de la gauche, abstention, retour du Front national

## Contribution à l'analyse des élections régionales

**Louis Weber**

*Secrétaire de la rédaction de la revue Savoir/Agir, membre de la direction d'Espaces Marx*

D'un strict point de vue arithmétique, les élections régionales n'ont jamais été aussi favorables à la gauche <sup>1</sup>. Mais ce sont surtout le Parti socialiste et Europe-Écologie qui en ont bénéficié. La gauche de la gauche (en regroupant sous ce label toutes les listes à gauche du PS) a certes progressé de 7,5 à 9,5% mais son poids relatif au sein de la gauche dans son ensemble a encore diminué (autour de 18%, alors qu'il était de l'ordre de 25% lors des premières élections régionales en 1986). Ce qui s'est traduit par une perte de près de la moitié des sièges acquis en 2004 grâce aux listes d'union avec le Parti socialiste <sup>2</sup>. Dans ce total, le Front de gauche a nettement mieux tiré son épingle du jeu que le NPA, ce qui semble montrer que l'image de rassemblement qui était la sienne a payé davantage, électoralement, que celle de la division accolée à tort ou à raison au NPA.

Dans 12 régions sur 22, le Front national a pu maintenir sa liste au deuxième tour. Ce qui a donné lieu à des triangulaires (gauche, droite et extrême droite). Les listes du Modem (le parti centriste de François Bayrou) ont en revanche toutes été éliminées, à une exception près.

Cette seconde et importante défaite du Modem (après celle des européennes de 2009) a clarifié, au moins pour un temps, une des principales questions posées à la gauche : quel type de coalition pour l'avenir, c'est-à-dire avec ou sans le parti de François Bayrou ? Ségolène Royal et d'autres dirigeants du

Parti socialiste ont exprimé dans le passé leur intérêt pour une telle coalition large. Cela semble aujourd'hui hors de question. Europe-Écologie a choisi aussi, sans hésitation, ses alliances traditionnelles à gauche pour le second tour (avec une exception : en Bretagne où la liste n'a pu obtenir les places auxquelles elle estimait pouvoir prétendre après le premier tour et a décidé de se maintenir pour le second tour, obtenant 17% des votes au lieu de 12% au premier tour). En même temps, Europe-Écologie (et plus particulièrement ses membres venus de la société civile), surfant sur des résultats inespérés aux dernières élections européennes et régionales, sont tentés par de nouvelles formes « dépassant les partis politiques traditionnels ». Daniel Cohn-Bendit a lancé le 22 mars (clin d'œil au 22 mars 1968) un appel pour fonder une « coopérative politique capable de produire du sens et de transmettre du sens politique et des décisions stratégiques »<sup>3</sup>.

Les tentatives de la gauche de la gauche de présenter des listes communes ont échoué une fois de plus, comme ce fut le cas pour les européennes de 2009 et la présidentielle de 2007, alors que les sondages lui promettaient plus de 15% des voix en cas de candidatures communes. La raison principale donnée par le Front de gauche a été le refus du NPA de rejoindre pour le second tour des coalitions avec le Parti socialiste (sauf si celui-ci était prêt à adopter un programme clairement antibéral). Les partenaires potentiels du NPA, particulièrement le Parti communiste, n'ont pas accepté cette approche, considérant qu'il était impossible de faire campagne tout en excluant toute participation future aux Exécutifs régionaux. C'est évidemment aussi une question de culture politique, pour le PCF comme pour le Parti de gauche, davantage habitués à s'inscrire dans des « coalitions », même si ce n'est pas au même degré que dans d'autres pays européens. On peut ajouter, même si cela n'a pas la même importance politique et ne se situe pas sur le même plan, la question complémentaire des moyens (symboliques, matériels et humains)<sup>4</sup> que procure une telle participation.

Le résultat concret des discussions a été variable, les directions locales des partis prenant les décisions finales : pour le premier tour et dans la plupart des régions, deux ou même trois listes de « la gauche de la gauche » ont été en compétition (c'est-à-dire le NPA ; Lutte ouvrière ; le Front de gauche avec divers autres petits groupes) ; dans quelques régions, les communistes ont rejoint la liste socialiste dès le premier tour, les autres composantes du Front de gauche se présentant avec d'autres groupes ; dans deux régions seulement (Languedoc-Roussillon et Limousin) le NPA et le Front de gauche ont fait liste commune, obtenant 8,6% dans le premier cas et plus de 13% dans le second (qui était donc la seule région où la gauche de la gauche pouvait se présenter seule au second tour).

S'agissant des résultats, deux phénomènes majeurs ont en général été relevés : l'écrasante victoire de la gauche et la très forte abstention. Un troisième a été moins souvent commenté, son importance est pourtant réelle : le « sursaut »

de l'extrême droite. L'interview de Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen est consacrée à la question de l'abstention. Dans la suite de cet article, nous commenterons donc surtout les deux autres aspects.

### La victoire de la gauche au second tour

Elle était prévue depuis plusieurs mois par tous les sondages. Au point que Martine Aubry, la première secrétaire du Parti socialiste, pouvait même fixer un objectif particulièrement ambitieux : le grand chelem. C'est-à-dire gagner les élections dans toutes les régions de la France métropolitaine. Il faut dire que cela avait été presque le cas en 2004 : seules l'Alsace et la Corse étaient restées à droite. Aujourd'hui, il ne reste que l'Alsace. Et cette fois-ci les « triangulaires », qui ont pour effet d'affaiblir surtout la droite, n'y sont pas pour grand-chose : à deux exceptions près, le total des voix de gauche est en effet supérieur au total droite et extrême droite. La plupart des journaux parlent de « débâcle » pour la droite. En effet, au deuxième tour, le total des voix de gauche est de plus de 52 % (35 % pour la droite, un peu moins de 10 % pour le Front national).

Est-ce un tournant en France, après quinze années de présidence de la droite (et seulement cinq ans de gouvernement de la gauche, dans le cadre assez contraint de la cohabitation, depuis 17 ans) ? Il convient d'être prudent pour au moins deux raisons. La première, c'est que la gauche a remporté un succès comparable aux élections régionales de 2004. Cela n'a pas empêché Nicolas Sarkozy de remporter l'élection présidentielle en 2007. Ce qui donnait quelque crédit à la thèse selon laquelle les Français feraient confiance à la gauche pour diriger les municipalités et les régions, mais non pas l'État. La deuxième raison, c'est le fait très généralement admis que le vote de ce mois de mars a davantage été un vote *contre* la droite et plus précisément contre Nicolas Sarkozy, qu'un vote *pour* la gauche. Ce qui est corroboré par divers sondages indiquant que les deux tiers des Français ont une mauvaise opinion de l'actuel gouvernement de droite. Mais que la même proportion, sensiblement, ne fait pas confiance à la gauche pour faire mieux.

Ceci dit, le choc a tout de même été rude pour la droite. Ses principaux *leaders* ont longtemps hésité avant de reconnaître la défaite. Mais aujourd'hui les tensions internes sont très fortes. Certains de ses élus n'hésitent plus à mettre directement en cause le président de la République, considéré comme le responsable de la défaite. D'autres sortent du bois, notamment l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, en prévision de l'élection présidentielle de 2012 pour laquelle Nicolas Sarkozy n'est plus peut-être le meilleur candidat aux yeux de beaucoup de ses amis politiques. Pour les députés, cela peut s'expliquer en partie par la crainte de ne pas être réélu, la logique du système électoral français, avec l'élection présidentielle quelques semaines avant les

législatives, voulant dire presque à coup sûr qu'une défaite de la droite (ou de la gauche d'ailleurs) à la première soit suivi d'une défaite aux secondes. Reste à voir ce qui dans l'effervescence actuelle constitue un phénomène durable et ce qui relève d'une manipulation pour faire croire qu'il y aura des changements. S'agissant de la politique suivie, le président de la République et le Premier ministre promettent en tout cas de «poursuivre les réformes», ce qui dans la rhétorique de la droite veut dire continuer la politique libérale, celle précisément qui vient d'être sanctionnée par les électeurs.

Pour la gauche dans son ensemble, l'unité a payé. Pour le Front de gauche, cela a été particulièrement net dans le Limousin, la liste déjà évoquée regroupant la totalité de la gauche de gauche (y compris donc le Front de gauche et le NPA d'Olivier Besancenot) obtenant 19% des suffrages (contre 48% pour la liste socialiste et 33% pour la droite). Mais, comme on l'a vu, cela n'a pas été un long fleuve tranquille, en dehors même du fait que le NPA (et Lutte ouvrière) a (ont) fait cavalier seul en général. La diversité des combinaisons selon les régions traduit, au minimum, une stratégie électorale peu lisible. Dans la région Île-de-France par exemple, où les élections régionales de 2004 avaient permis, à ce niveau, une innovation politique majeure avec la présentation d'une liste largement ouverte aux militants associatifs regroupés dans Alternative citoyenne, ceux-ci ont été en 2010 les premières victimes de la perte relative d'influence de la gauche de gauche au bénéfice d'Europe-Écologie et des arbitrages sur la composition des listes entre les deux tours. Cela a eu des conséquences au sein même du Parti communiste avec le départ des «rénovateurs». Mais, en l'occurrence, il s'agit certainement plus d'un effet «goutte d'eau qui fait déborder le vase» que d'une cause directe. La critique de Patrick Braouezec va en effet plus loin que la «mise en cause de l'appareil» ou de telle ou telle décision particulière<sup>5</sup>. Pour lui : «La forme «parti» est dépassée. On voit qu'une des qualités d'Europe-Écologie, c'est d'avoir transcendé cette forme politique traditionnelle. Quand vous avez plus de 50% d'une population qui ne va pas voter, et cela d'une manière structurelle ; quand ces pourcentages d'abstention passent à 75% pour les 18-30 ans ; quand on y ajoute entre 4% et 5% qui votent blanc... il y a, à l'évidence, une crise des formes d'organisation qui n'ont plus rien à voir avec le monde contemporain. Appartenant au PCF, je considère que la forme de mon parti est dépassée et morte. Mais c'est une question qui est posée à l'ensemble des partis.» Ce qui pose en fait la question de «l'invention politique» jugée nécessaire. Beaucoup pensent que cette aspiration explique les succès électoraux et le pouvoir d'attraction d'Europe-Écologie. Les «rénovateurs» souhaiteraient manifestement incarner une version «plus à gauche» de cette créativité. Avec d'autres, ils excluent par définition la création d'un nouveau parti pour privilégier «une forme d'association politique [qui soit] un lieu charnière entre tous ceux qui veulent que les choses changent, indépendamment des jeux d'appareils»<sup>6</sup>.

Mais, au-delà des formes concrètes, cette recherche est tout aussi présente dans les textes les plus récents des partis composant la gauche de la gauche (ou l'autre gauche, selon les versions).

### **L'abstention**

Les résultats des élections régionales doivent cependant être relativisés à cause de la très forte abstention. Si on tient compte des bulletins nuls, la participation n'a été que de 49% au deuxième tour, certes un peu supérieure à celle du premier tour (moins de 45%). La baisse est considérable quand on compare avec les régionales de 2004 (63% de participation, avec la même méthode de calcul). Cette chute de la participation entre 2004 et 2010, alors même que les principaux partis avaient fait de ces élections un scrutin national, montre le fossé qui s'est creusé entre les forces politiques dominantes et l'électorat. En ce sens, elle est très probablement liée au manque de confiance des électeurs dans la capacité des partis politiques à réellement changer les choses. Cette crise de confiance est encore renforcée dans les zones où vit la population la plus défavorisée, souvent mais pas toujours issue de l'immigration. Dans le département de la Seine-St-Denis, au cœur de l'ancienne banlieue rouge de Paris, le nombre de suffrages valablement exprimés est ainsi de 38%, avec des creux à moins de 30%, notamment dans les villes où il y a eu récemment des affrontements avec la police. Mais, contrairement à ce qui est parfois dit, cela ne profite pas à l'extrême droite qui n'a pas atteint dans la région parisienne les 10% des suffrages exprimés qui lui auraient permis de se maintenir pour le deuxième tour.

### **Le retour de l'extrême droite**

Pourtant, on a parlé à juste titre de «sursaut» de l'extrême droite dans ces élections. Qu'en est-il précisément? Au premier tour, les listes du Front national et d'autres petits groupes d'extrême droite ont obtenu plus de 12% des suffrages exprimés. Au second tour, le Front national n'a pu se maintenir que dans 12 régions sur les 22 que compte la France métropolitaine (y obtenant de 15 à 20% des voix, avec des pointes à plus de 22% pour Jean-Marie Le Pen en PACA et pour sa fille Marine, qui lui succédera très probablement, dans le Nord). Mais, en moyenne, on est loin pourtant des 19% obtenus par les candidats d'extrême droite à l'élection présidentielle de 2002. Pourquoi parler alors de sursaut? Parce qu'entre-temps, Nicolas Sarkozy et son parti (UMP) s'étaient faits forts de «siphonner» les voix de l'extrême droite, non sans succès puisque le Front national tombait à 10,5% à l'élection présidentielle de 2007 et même à 6,3% aux européennes de 2009. Ils l'ont fait non pas en menant une politique susceptible de mettre fin aux inégalités qui rongent le pays et qui nourrissent le vote FN, mais en reprenant quelques-uns des

thèmes qui ont fait son succès : un peu de populisme, beaucoup de battage autour de la sécurité et, forme relativement nouvelle, le recours au thème de l'identité nationale. Dès la formation du gouvernement en 2007, un ministère de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire était créé. Sur le plan symbolique, l'association immigration et identité nationale constituait un geste fort, faisant clairement de l'immigration un problème pour l'identité nationale. On était donc très proche de la thématique habituelle sur ce terrain du FN. Cette ambiguïté allait être accentuée par l'initiative d'un « débat sur l'identité nationale » prise en novembre 2009 par le ministre en exercice, l'ancien dirigeant du Parti socialiste Éric Besson. Le choix des dates est révélateur de l'objectif réel poursuivi : le débat devait se conclure par un grand colloque national deux semaines avant... les élections régionales de mars 2010. En fait, il a très rapidement tourné autour de l'immigration et non de l'identité nationale. Ce qui a ouvert un boulevard aux opinions les plus extrêmes. À tel point que le gouvernement a été contraint d'enterrer le débat très rapidement. Le vrai gagnant a donc été le FN dont les thèmes favoris sont revenus sur le devant de la scène, sans même qu'il soit lui-même à l'initiative cette fois. Mais, comme cela a été dit en d'autres occasions, « les électeurs préfèrent en général l'original à la copie ». Cet épisode a donc redonné de la légitimité et... des électeurs au FN et à ses idées.

### En conclusion

Ces élections régionales ont donc constitué un succès pour la gauche, avec ses composantes socialiste, Front de gauche et écologiste. Mais il est un peu assombri par le sentiment que les électeurs ont voté davantage *contre* Nicolas Sarkozy que *pour* la gauche et par la faible participation au scrutin, qui traduit la perte de confiance dans les partis politiques en général et les partis dominants (la droite et le Parti socialiste) plus particulièrement. Cette « crise de la citoyenneté », dont les racines sont aussi à rechercher dans les politiques économiques et sociales libérales menées depuis des années, est particulièrement sensible chez la population socialement la plus défavorisée. C'est un vrai risque pour la démocratie, comme l'est sur un autre plan le relatif « sursaut » de l'extrême droite.

### Notes

1. Les élections régionales n'existent sous la forme actuelle que depuis 1986. En 2010, on en est donc à la cinquième mandature. Sans compter l'outre-mer, la gauche a remporté les élections dans 2 régions en 1986 (Nord-Pas de Calais et Limousin) et en 1992 (le Nord-Pas de Calais passant cependant aux Verts), 8 en 1998 (les mêmes plus l'Île-de-France, PACA, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Haute-Normandie, Centre, la droite ne gardant que très provisoirement la présidence de 5 autres régions en s'alliant avec le Front national), toutes sauf l'Alsace et la Corse en 2004, toutes sauf l'Alsace en 2010. Mais, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, elle a obtenu plus de 54% des suffrages exprimés au second tour contre seulement 50% en 2004.

2. Pour davantage d'informations sur ces chiffres et sur leur interprétation par les partis politiques concernés, on pourra se reporter au rapport de Pierre Laurent devant le Conseil national du PCF ([http://www.pcf.fr/IMG/pdf/Rapport\\_CN\\_P\\_Laurent\\_27\\_03\\_10.pdf](http://www.pcf.fr/IMG/pdf/Rapport_CN_P_Laurent_27_03_10.pdf)), à la résolution votée par le Conseil national du Parti de gauche (<http://www.lepartidegauche.fr/editos/actualites/2551-apres-les-elections>), ainsi qu'à un dossier de la revue *Regards* (avril 2010, p. 12-16) dont est tiré notamment, avec l'autorisation des auteurs, le tableau reproduit ici.
3. Daniel Cohn-Bendit, *Libération*, 22 mars 2010.
4. Il n'est pas inutile de rappeler ici, sans en faire nécessairement un déterminant dans les stratégies électorales, que les ressources des partis politiques viennent pour une très large part des subventions publiques (liées pour l'essentiel au nombre d'élus) et du reversement d'une partie des indemnités perçues par ceux-ci. Pour le Parti communiste, ces reversements représentent même la moitié des ressources. Or, dans les régions les plus peuplées, les indemnités atteignent des montants non négligeables, largement supérieurs au salaire moyen : 2 600 euros bruts par mois pour un conseiller régional, 3 600 euros pour un vice-président ou un membre de la commission permanente. Toute perte de siège peut donc avoir des conséquences sur les ressources du parti concerné.
5. Entretien avec Silvia Zappi, « Pourquoi j'ai décidé de quitter le Parti communiste français. », *Le Monde*, 26 mars 2010.
6. *Ibidem*.

	FRONT DE GAUCHE	EUROPÉCOLOGIE	EXTRÊME GAUCHE	PARTI SOCIALISTE			
AUVERGNE	14,2	RHÔNE-ALPES	17,8	BASSE-NORMANDIE	6,4	MIDI-PYRÉNÉES	40,9
LIMOUSIN	13,1	ÎLE-DE-FRANCE	16,6	BOURGOGNE	5,9	POITOU-CHARENTES	39,0
NORD-PAS DE CALAIS	10,8	ALSACE	15,6	AUVERGNE	5,4	LIMOUSIN	38,1
CORSE	10,0	PAYS-DE-LOIRE	13,6	NORD-PAS DE CALAIS	4,4	AQUITAINE	37,6
LANGUEDOC-ROUSSILLON	8,6	MIDI-PYRÉNÉES	13,5	FRANCHE-COMTÉ	4,4	BRETAGNE	37,2
HAUTE-NORMANDIE	8,4	BRETAGNE	12,2	PICARDIE	4,3	BOURGOGNE	36,3
CENTRE	7,5	BASSE-NORMANDIE	12,0	BRETAGNE	4,0	HAUTE-NORMANDIE	34,9
MIDI-PYRÉNÉES	6,9	POITOU-CHARENTES	11,9	RHÔNE-ALPES	3,9	PAYS-DE-LOIRE	34,4
ÎLE-DE-FRANCE	6,5	CENTRE	11,7	ÎLE-DE-FRANCE	3,8	LORRAINE	34,4
RHÔNE-ALPES	6,3	PACA	10,9	MIDI-PYRÉNÉES	3,7	BASSE-NORMANDIE	32,6
PACA	6,1	AUVERGNE	10,7	CENTRE	3,7	CHAMPAGNE-ARDENNE	31,0
AQUITAINE	6,0	NORD-PAS DE CALAIS	10,3	HAUTE-NORMANDIE	3,6	FRANCHE-COMTÉ	29,9
PICARDIE	5,3	PICARDIE	10,0	LORRAINE	3,5	NORD-PAS DE CALAIS	29,2
PAYS-DE-LOIRE	5,0	BOURGOGNE	9,8	AQUITAINE	3,3	CENTRE	28,2
POITOU-CHARENTES	4,7	AQUITAINE	9,7	POITOU-CHARENTES	2,9	AUVERGNE	28,0
FRANCHE-COMTÉ	4,1	LIMOUSIN	9,7	PACA	2,7	PICARDIE	26,6
BRETAGNE	3,5	FRANCHE-COMTÉ	9,4	ALSACE	2,5	PACA	25,8
ALSACE	1,9	LORRAINE	9,2	CHAMPAGNE-ARDENNE	1,6	RHÔNE-ALPES	25,4
CHAMPAGNE-ARDENNE		HAUTE-NORMANDIE	9,1	PAYS-DE-LOIRE	1,6	ÎLE-DE-FRANCE	25,3
BASSE-NORMANDIE		LANGUEDOC-ROUSSILLON	9,1	LIMOUSIN	1,6	ALSACE	19,0
BOURGOGNE		CHAMPAGNE-ARDENNE	8,5	LANGUEDOC-ROUSSILLON	0,6	LANGUEDOC-ROUSSILLON	7,7
LORRAINE		CORSE	0,0	CORSE	0,0	CORSE	0,0
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>6,0</b>	<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>12,5</b>	<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>3,5</b>	<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>29,4</b>